

Questions orales

Ma question est la suivante: Comment le gouvernement entend-il continuer de parler d'un véritable renouvellement du fédéralisme, en faisant fi des exigences historiques du Québec, formulées par Jean Lesage et Robert Bourassa?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je veux souhaiter une très cordiale bienvenue à mon ami après une soirée amicale avec Preston Manning.

Des voix: Bravo! Bravo!

• (1500)

M. Mulroney: Monsieur le Président, le député invoque certains problèmes de certains Québécois avec certaines dispositions, mais il ne faut pas s'énerver avec ça. Dans le domaine de la culture—la disposition principale que soulève mon ami—il y a un Québécois, hier, qui a traité l'approche comme étant très intéressante et très enrichissante, il s'agit de M. Jacques Parizeau.

Des voix: Bravo!

L'hon. Lucien Bouchard (Lac-Saint-Jean): Nous avons tous des amis, monsieur le Président. J'ai M. Jacques Parizeau comme ami maintenant et je peux vous dire que M. Manning est un homme très civilisé, avec qui on peut différer d'opinion tout en se respectant.

Maintenant que les Québécois, de Robert Bourassa. . .

Une voix: Je vais m'objecter!

Des voix: Oh, oh!

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, je vais attendre qu'on rétablisse l'ordre, peut-être.

M. le Président: L'honorable député a la parole.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, maintenant que les Québécois, de Robert Bourassa à Jean Campeau, à Claude Béland, ont repoussé l'offre fédérale qui visait à accaparer des leviers économiques importants du Québec et que le gouvernement s'apprête à modifier sa proposition, il doit se rendre compte, cependant, que l'essentiel d'une véritable réforme, c'est le transfert des pouvoirs. Qu'est-ce que le gouvernement attend pour opérer le transfert massif de pouvoirs exigé par le rapport du parti fédéraliste au pouvoir à Québec, le Rapport Allaire?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'aurai tout vu. Le député est en train maintenant, à nouveau, de défendre le fédéralisme!

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Le chef de l'opposition me demande s'il sera ambassadeur une deuxième fois. Non!

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Maintenant, je pourrais changer d'idée, selon l'endroit. Le député semble être bien impressionné par des gens comme Jean Campeau et Claude Béland, qui sont des Québécois très sympathiques, qui parlent en faveur de la nouvelle proposition de mon ami, parce qu'il était un des grands défenseurs du fédéralisme lorsqu'il était ici, il y a à peine un an et demi. Maintenant, M. Béland et M. Jean Campeau sont devenus ses alliés et avec raison, ce sont de grands Québécois. Mais je pourrais également lui parler de Claude Castonguay, d'Alain Dubuc, puis de Claude Beauchamp. Je pourrais aussi lui parler de Roger D. Landry, un grand Québécois et un grand Canadien qui ne change jamais ses idées comme il change de chemise.

Des voix: Bravo!

* * *

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ DE HAVILLAND

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, la Communauté européenne a annoncé aujourd'hui son opposition à la prise de contrôle de la société de Havilland par les gouvernements français et italien. Depuis six mois, une grande incertitude plane sur l'avenir de cette société. De Havilland a. . .

M. le Président: Comme le temps presse, je demande au député d'exposer sa question très clairement et très brièvement.

M. Peterson: Je demande au ministre de donner à la société de Havilland et à ses 4 300 travailleurs la garantie dont ils ont besoin et d'annoncer aux Canadiens qu'il s'engage aujourd'hui à assurer l'avenir de l'entreprise et de ses employés. Est-il prêt à faire en sorte que de Havilland demeure un des principaux fabricants aéronautiques du monde?